

BUDGET JUSTICE FISCALE RÉPARTITION DES RICHESSES

C'est notre argent, c'est notre avenir !



La politique menée depuis 2017 a créé un système où les plus fortunées s'enrichissent au détriment de l'intérêt général.

À l'heure où le gouvernement Lecornu 2 et les parlementaires travaillent sur le budget, il est temps d'imposer la justice sociale et fiscale.



La référence syndicale



ugictcgt.fr

CGT Ingés Cadres Techs



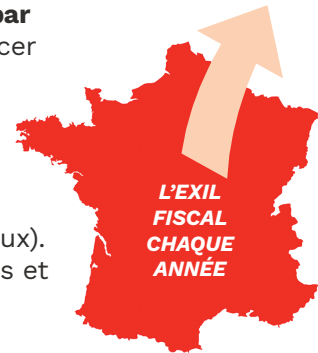


UNE INJUSTICE FISCALE QUI ÉTRANGLE LA POPULATION !

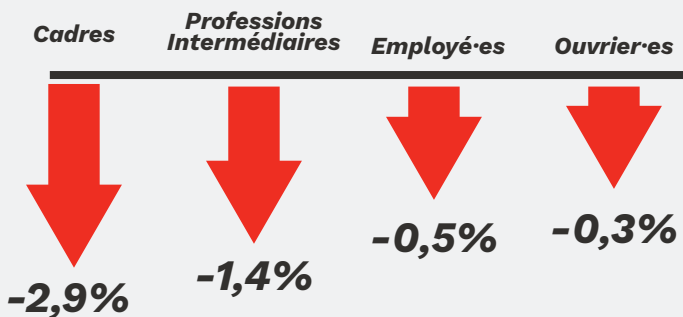
📊 **L'évasion et la fraude fiscale estimée entre 80 et 120 milliards d'euros par an**, (source : *Assemblée nationale*). Une somme colossale qui pourrait financer l'hôpital, l'environnement ou l'éducation !

📊 **Les plus hauts revenus du capital sont favorisés par les politiques néolibérales** qui organisent la diminution des impôts sur les riches et sur les sociétés (suppression de l'ISF, mise en place de la Flat Tax...) et dérèglent les marchés financiers (jusqu'à la création de paradis fiscaux). Résultat : la majorité des travailleurs, et en particulier les classes moyennes et supérieures salariées, subissent un déclassement financier et social.

-120 milliards d'euros



Évolution du salaire net en équivalent temps plein des salarié·es du privé, ajusté à l'inflation. Source : INSEE 2022



📊 **Les cadres et professions intermédiaires pénalisés par cette politique injuste :** la principale conséquence de l'austérité salariale et de l'inflation **est la perte de pouvoir d'achat** pour les ingés, cadres, techs qui frappe plus durement les salaires au-delà du SMIC jusqu'à -1,2% en 2022 (Source : INSEE 2022).

En 2023, dans le secteur privé, le salaire net moyen en euros constants a baissé de 2,9% pour les cadres et de 1,4% pour les professions intermédiaires.

📊 **Le tassement des salaires :** les revenus des professions intermédiaires et des cadres débutants « se smicardisent » annulant l'effet de la qualification et de l'expérience professionnelle à cause du blocage des grilles salariales et du gel de la valeur du point d'indice dans le public, conjugués à la hausse mécanique du Smic. Ce qui constitue en plus un plafond pour la progression des salaires des ouvrier·es et employé·es.



📊 **Le recul du financement de la protection sociale.** Largement attachée à la cotisation sociale et donc aux salaires, le financement de notre modèle de protection sociale se trouve remis en cause par l'organisation du manque de ressources entre modération salariale, augmentation des besoins sociaux et exonérations de cotisations patronales.



Qui sont les plus fortuné·es ?

L'Observatoire des inégalités fixe le seuil de richesse au double du niveau de vie médian soit 3 860 euros par mois pour une personne seule en 2021, après impôts.

Les « ultra-riches », dans le top du 0,01 % (une personne sur 10 000), **avec au minimum 70 879 euros de revenus par mois**, après impôts et pour une personne seule.

UN DÉFICIT BUDGÉTAIRE ORGANISÉ, UNE CONSÉQUENCE DIRECTE DES CHOIX POLITIQUES POUR JUSTIFIER L'ATTAQUE DE NOTRE MODÈLE SOCIAL

■ **Les baisses massives d'impôts pour les entreprises** (CICE transformé en allègements de cotisations sociales pérennes) et pour les plus riches (suppression de l'ISF) ont creusé un trou béant dans les caisses de l'État.

■ **Le déficit public** pour l'année 2024 **s'élève à 5,8 % du PIB**, soit environ 170 milliards d'euros. Ce trou est la conséquence directe des cadeaux fiscaux faits aux plus fortuné·es et aux grands groupes. Les aides aux entreprises ont été évaluées à 211 milliards d'euros en 2023 (Source : Sénat).

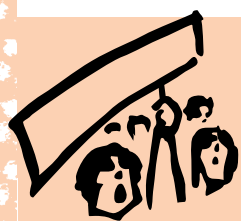
■ Ce déficit, ainsi créé, sert de prétexte idéal pour imposer une politique d'austérité brutale : fermetures de lits à l'hôpital, **suppressions de postes dans l'Éducation Nationale et les collectivités territoriales, sous-financement des services publics et de la protection sociale**. Le gouvernement orchestre la pénurie pour privatiser et démanteler nos acquis sociaux.



■ **Des réformes des retraites** visant à faire travailler plus longtemps pour des pensions diminuées.

■ La remise en cause constante de notre modèle social et des conventions collectives.

Les femmes et les jeunes paient le prix fort de la générosité fiscale accordée aux actionnaires et aux grands patrons du CAC 40. ASSEZ !



L'UGICT-CGT REVENDIQUE UN BUDGET AU SERVICE DE LA POPULATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

La CGT et son Ugict proposent un financement juste pour la reconnaissance du travail. Nous avons des solutions pour financer les services publics, garantir une vraie protection sociale, reconnaître les qualifications et engager la transition écologique.

REVITALISER LES SERVICES PUBLICS PAR LA JUSTICE FISCALE

Nous exigeons une refonte totale de la fiscalité pour qu'elle soit juste, progressive et solidaire :

■ **Rétablir et renforcer l'Impôt sur la Fortune (ISF)** : Imposer plus lourdement les patrimoines les plus élevés et les revenus du capital pour les aligner sur les revenus du travail.

■ La CGT est favorable à l'application d'un **impôt plancher de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros afin que les très grandes fortunes** contribuent effectivement au système fiscal, corrigeant ainsi la régressivité de l'impôt pour les ultra-riches (taxe Zucman).

■ **Récupérer les 80 à 120 milliards d'euros d'évasion fiscale et augmenter l'Impôt sur les Sociétés (IS)**

■ **Créer une progressivité accrue de l'Impôt sur le Revenu (IR)** avec plus de tranches pour une meilleure contribution des hauts revenus.

■ **Comblent l'écart salarial entre les femmes et les hommes** (et donc de cotisations/impôts) permettrait de récupérer 6 milliards de recettes fiscales et sociales.



FINANCER L'URGENCE ENVIRONNEMENTALE

- **L'urgence écologique nécessite des moyens budgétaires à la hauteur de l'enjeu.** Pourtant, les politiques publiques et les moyens consacrés au climat-environnement reculent : le budget du ministère de la transition écologique a ainsi baissé de 3 milliards entre 2024 et 2025.
- **Flécher les recettes fiscales vers l'investissement** dans les transports collectifs, la rénovation énergétique des bâtiments et le développement des énergies renouvelables sous contrôle public.
- **Taxer fortement les profits des industries polluantes** et mettre en place une véritable fiscalité écologique qui pénalise les grands pollueurs et non les ménages modestes.
- **Planifier et investir** pour une production socialement et écologiquement utile, en rompant avec la logique de rentabilité immédiate.
- **Financer la transition écologique** à partir d'un pôle bancaire public.



REVALORISER LE TRAVAIL ET LES QUALIFICATIONS

- **Augmentation générale des salaires et des grilles et rétablissement des grilles de classifications** valorisant la progression de la qualification dans la carrière, l'ancienneté et l'expérience professionnelle
- **Fixer des planchers salariaux liés au diplôme : BAC+2** : minimum 1,6 fois le SMIC (environ 3200 € bruts) ; **Bac+5** (cadres) : minimum 2 fois le SMIC (environ 4000 € bruts)
- **Rétablir l'échelle mobile des salaires (EMS)** permettrait un gain fiscal et social significatif, de l'ordre de plusieurs milliards d'euros par an, principalement via l'augmentation de la masse salariale brute soumise à cotisations et impôts. Cette mesure est plébiscitée par 82% des professions techniques et intermédiaires (baromètre cadres, Ugict-CGT, 2023).

C'EST NOTRE ARGENT, C'EST NOTRE AVENIR !

L'UGICT-CGT appelle à la mobilisation ! Nous refusons l'austérité et l'injustice. Exigeons que les milliards volés aux services publics et à la protection sociale par les cadeaux fiscaux soient redistribués aux salariés et pour financer la transformation écologique.

REJOIGNEZ-NOUS ! DÉBATTONS ET AGISSONS DANS NOS ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS !



SE SYNDIQUER !